

FEMMES ET RÉVOLUTIONS ARABES



AVEC LE SOUTIEN DE LA FÉDÉRATION WALLONIE BRUXELLES, DIRECTION
GÉNÉRALE DE LA CULTURE, SERVICE DE LA JEUNESSE ET DE
L'ÉDUCATION PERMANENTE

1. QUI SOMMES-NOUS?

Reconnue en éducation permanente, AWSA-Be est une association laïque et mixte qui milite pour la promotion des droits des femmes originaires du monde arabe, dans leurs pays d'origine ou d'accueil. L'association cherche à briser les clichés sur les femmes, et à créer, à travers elles, des ponts entre les cultures pour soutenir la paix, l'égalité et la justice. AWSA-Be est indépendante de toute appartenance nationale, politique ou religieuse. AWSA-Be est inspirée d'AWSA International, fondée en 1982 en Egypte par Nawal El Saadaoui.

NOS OBJECTIFS

- Sensibiliser à la condition des femmes originaires du monde arabe, et construire des ponts entre les cultures.
- Améliorer l'image des femmes originaires du monde arabe en Belgique et encourager les échanges.

NOS AXES D'ACTION

- Plaidoyers féministes pour les droits des femmes originaires du monde arabe, tant dans leur pays d'origine que dans leur pays d'accueil.
- Sensibilisation au VIH/SIDA et éducation à la santé et à la vie sexuelle, relationnelle et affective.
- Promotion de l'égalité des chances et de l'interculturalité autour des enjeux de migrations, genres et religions.
- Valorisation de l'image des femmes et de la diversité des cultures issues du monde arabe.

NOS ACTIVITÉS

Nous proposons un large éventail d'activités ponctuelles et continues destinées aux hommes et aux femmes: conférences, formations, soirées de promotion d'artistes originaires du monde arabe, projections de films, soirées de solidarité, Mais aussi, des cours d'arabe, une chorale, des rassemblements culturels et éducatifs, etc.

Ces activités visent notamment à s'informer pour s'affranchir de toute domination, et à casser les préjugés en promouvant la solidarité et les échanges. Elles visent aussi à développer une meilleure compréhension des obstacles auxquels les femmes sont quotidiennement confrontées dans leurs sociétés respectives.

AWSA-Be participe aussi à de nombreux événements culturels, festivals et autres manifestations pour soutenir la paix, l'égalité des genres et la justice dans le monde.



2. NOS VALEURS

AWSA-BE SE BASE SUR UNE SÉRIE DE VALEURS, PRÉSENTÉES ICI SOUS FORME DE MOTS-CLÉS. CES VALEURS S’AFFIRMENT DANS UN SOUCI DE RESPECT PARTAGÉ.

LA LAÏCITÉ

La laïcité est la séparation de la religion et de la politique. Être laïque n'exclut pas d'être croyant.e et/ou pratiquant.e. AWSA Be encourage une laïcité inclusive car pratiquer une religion est une liberté individuelle qui ne doit pas interférer avec d'autres libertés.

LE FÉMINISME

c'est un ensemble de mouvements qui visent à atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et à promouvoir les droits des femmes. Pour nous, il ne s'agit pas d'exclure les hommes mais de lutter contre le système patriarcal et contre la domination masculine, à l'origine des violences faites aux femmes et de leur subordination. Nous intégrons notre lutte féministe dans un engagement global pour la paix, la justice et l'égalité.

L'ÉMANCIPATION

ce concept fait référence au pouvoir que les personnes ont sur leur propre vie et aussi au sein de la société, un pouvoir qui doit être utilisé à des fins d'épanouissements individuels et collectifs. Pour AWSA Be, cette vision repose sur l'autonomie des femmes et l'exercice de leur citoyenneté AWSA Be encourage les femmes à défendre leurs droits et à tisser des liens de solidarité pour fédérer les femmes et les hommes du monde entier.

LE MONDE ARABE

la région appelée « monde arabe » comprend l'ensemble des pays où l'arabe est une des langues officielles. Le monde arabe s'étend sur deux continents au sein de quatre fuseaux horaires et il comprend plus de vingt pays du Maghreb et du Machrek, de la Mauritanie à l'Ouest jusqu' à Oman à l'Est. Il abrite une énorme diversité de cultures, de modes de vie et de manières de penser.

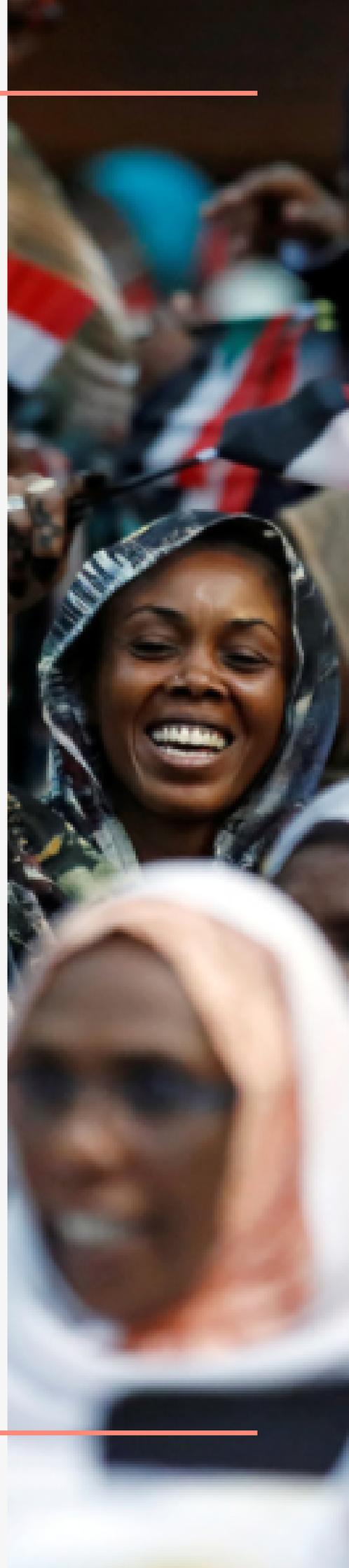
3. POURQUOI CET OUTIL?

L'OUTIL EST CONÇU POUR SE FAMILIARISER AVEC LA MATIÈRE DANS UN FORMAT DE "MAGAZINE" D'INFORMATION, ET DES JEUX EN LIGNE, POUR METTRE EN APPLICATION SES ACQUIS.

Imposé par une actualité dominée par des soulèvements populaires et des mouvements de protestation partout dans le monde, en premier lieu le monde arabe, où les femmes ont marqué leur présence, ce travail est venu répondre à une forte demande de compréhension de cet engagement féminin dans une région du monde généralement présentée comme particulièrement oppressante envers ses femmes. Leur participation dans la nouvelle vague de révoltes est venue déconstruire cette idée mais elle apporte aussi d'autres messages que nous avons tenté de décortiquer. L'engagement des femmes dans ces révoltes semblent plus stratégique que leur participation durant le "Printemps arabe" de 2011, pourquoi ? Quelles leçons ont-elles tirées ?

Il a pour objectifs de :

- S'interroger sur les fruits que les femmes ont récoltés dans les pays où elles se sont soulevées. Quels enseignements les femmes arabes de la deuxième vague de soulèvement ont-elles retenus de la première vague ? Comment cela se traduit-il dans leur lutte sur le terrain ?
- Déconstruire les clichés sur les femmes du monde arabe, décrites comme « soumises et passives » et informer sur la situation des femmes et sur les différents contextes politiques, socio-économiques et culturels des différents pays concernés. Aussi, créer des ponts entre les cultures et entre les femmes arabes dans leur pays d'origine et leur pays d'accueil.
- Vulgariser et rendre accessible par le volet pédagogique et ludique, ainsi qu'en faisant de références plus globales, sur les femmes et les révolutions dans le monde et dans l'histoire.



FEMMES ET REVOLUTIONS ARABES

Lina Ben Mhenni
Tunisie



A LA MÉMOIRE DE LINA BEN MHENNI

CYBERACTIVISTE ET FIGURE DE PROUE DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE
22 mai 1983 - 27 janvier 2020

1. QU'EST-CE QUE LES RÉVOLTES ARABES ?

AVANT D'ÉVOQUER LE RÔLE DES FEMMES DANS LES SOULÈVEMENTS POPULAIRES DANS LES PAYS ARABES, LEUR STRATÉGIE ET LES RÉSULTATS OBTENUS, IL SERAIT JUDICIEUX DE PRÉSENTER D'ABORD DES DÉFINITIONS DES CONCEPTS DE BASE.

PRINTEMPS ARABE 2011

Les soulèvements arabes, communément appelés Printemps arabe, renvoient à une série de révoltes populaires, aux revendications et aux modes d'action similaires, mais d'ampleur et d'intensité différentes et surtout aux résultats très variables, ayant eu lieu dans de nombreux pays arabes à partir de décembre 2010.

Le mouvement de contestation démarre de la Tunisie. Des manifestations de colère et parfois des émeutes ont lieu à Sidi Bouzid, ville de l'intérieur du pays, en raison de l'immolation de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur à la sauvette qui s'est fait confisquer sa marchandise par la police. Le geste désespéré cristallise alors les inégalités sociales et le mal-être profond de toute une génération. Malgré la répression, le mouvement persiste et se propage dans d'autres villes du pays. Très vite, les revendications socio-économiques laissent place à des aspirations politiques de démocratie et de changement de régime. Le 14 janvier 2011, Zine El Abidine Ben Ali, le dictateur tunisien au pouvoir depuis 23 ans prend la fuite vers l'Arabie saoudite.

Ceci donna de l'espoir à d'autres populations de la région. Un appel à investir la place publique en Egypte le 25 janvier est lancé sur Facebook. Hosni Moubarak, le dictateur égyptien est contraint à la démission après 30 ans à la tête du pays. Ceci donna de l'espoir à d'autres populations de la région. L'évènement déclenche un effet domino et la contestation se propage dans beaucoup de pays de la région.





Des émeutes baptisées "émeutes de l'huile et du sucre" car déclenchée officiellement par la hausse des prix des produits de première nécessité étaient déjà en cours en Algérie dès la fin décembre. Des actes d'immolation ont été également enregistrés dans différents pays arabes. Une région qu'on donnait pour morte!

EVEIL

Cet éveil soudain et général va susciter l'intérêt des observateurs internationaux et locaux. Pris d'enthousiasme, le mouvement est appelé Printemps arabe, en référence au Printemps des peuples et au Printemps de Prague auxquels il a été comparé. Pour certains, l'expression "printemps arabe" relève de la "facilité journalistique". Pour d'autre, il faut l'assumer. Le printemps évoque un réveil, une libération. À ce titre, il est bien entendu censé valoriser le phénomène. Ces mouvements sont également appelés "révoltes arabes" ou "révolutions arabes" et deux courants s'affrontent sur la qualification adéquate. Pour certains, un processus révolutionnaire a été déclenché sans qu'il n'aboutisse à un changement réel et profond de la situation politique. Même débat au sujet des appellations "révolutions Facebook" ou "Révolutions 2.0" tellement le rôle des

réseaux sociaux et des différentes technologies modernes de communication a été important, voire même déterminent.

Ce qui a caractérisé ces révoltes, c'est aussi le recours aux méthodes de contestation non-violentes théorisées par Gene Sharp et transmises aux dissidents arabes par les différents programmes de formations des organismes de promotions de la démocratie.

Les principaux acteurs de l'organisation et de la médiatisation de la contestation. Ces derniers avaient, au préalable, bien avant le déclenchement des révoltes, suivi des formations afin de se mettre en contact entre eux, avec des journalistes locaux et internationaux ainsi qu'avec les chancelleries américaines présentes dans leur pays. Ils prônent le recours à la toile comme espace de contestation en l'absence de libertés dans leurs pays.

La méthode consiste à l'organiser via le net pour fédérer et rassembler les contestataires, et les faire sortir dans des manifestations pacifiques. Elle préconise l'emploi d'un certain type de slogans, mais aussi d'actions particulières, comme la fraternisation avec les forces de l'ordre (leur offrir des fleurs) ou le recours intensif à l'humour et l'investissement des places publiques phares.

Dans ce qui suit, nous avons opté pour l'appellation générique de Printemps arabe sans guillemets pour des raisons pratiques et de simplifications. Aucun positionnement idéologique n'est reflété dans l'emploi des termes de révolte ou révolution.

Nous nous attarderons plus particulièrement sur l'éveil des citoyennes arabes et leur fougue, qui a surpris et attiré toutes les attentions : elles, qu'on présentait souvent comme passives et soumises, ont été aux premiers rangs des soulèvements dans de nombreux pays.

RÉVOLES DE 2019

HUIT ANS APRÈS L'ONDE DE CHOC POLITIQUE QUI S'ÉTAIT RÉPANDUE DANS DIFFÉRENTS PAYS ARABES, UNE NOUVELLE VAGUE DE CONTESTATION DE NATURE SEMBLABLE A TOUCHÉ LE SOUDAN, L'ALGÉRIE, L'IRAK ET LE LIBAN.

EN ALGÉRIE,

L'annonce en février 2019 de la candidature pour un cinquième mandat du Président Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, très affaibli par un accident cardio-vasculaire en 2013, est la goutte qui fait déborder le vase. En réponse à des appels sur les réseaux sociaux, les Algérien.ne.s investissent la rue dans tout le pays le 22 février pour crier leur mécontentement. Après avoir renoncé à un nouveau mandat,

le président Bouteflika, à l'appel de l'armée, démissionne le 2 avril. Mais les manifestations hebdomadaires continuent et se transforment en un mouvement contre la corruption généralisée et pour une réforme de fond du système politique. Des aspirations exprimées dans les slogans phares du Hirak: "*Vous avez dévoré le pays, bande de voleurs*" ou encore, le très célèbre "*Yetnahaw ga3*", "Qu'ils s'en aillent tous!".

Alaa Salah





Au **Soudan**, l'augmentation des prix du pain pousse la population à descendre dans la rue en décembre 2018. Dès le deuxième jour de contestation, on appelle à la chute du régime. Au lendemain d'une marche réprimée, le Président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 30 ans, instaure l'état d'urgence et limoge le gouvernement.

Fortement motivée par l'évolution de l'actualité algérienne, la contestation s'organise. Elle campe devant le siège de l'armée dans la capitale Khartoum l'exhortant ainsi à réagir, ce qu'elle ne tardera pas à faire. Le 11 avril, le président Béchir est destitué par l'armée qui instaure un "Conseil militaire de transition". Un geste vu par les contestataires comme une confiscation de leur mouvement. Ce dernier prend de l'ampleur et se bat pour la restitution du pouvoir aux civils. Les négociations entre les deux parties, civile et militaire, au sujet de la gestion de la période de transition n'aboutissent pas à une solution. Une grève généralisée de deux jours est observée les 28 et 29 mai. Malgré une répression qui a fait des dizaines de morts, le mouvement ne faiblit pas. Un conseil de souveraineté est mis en place en août, constitués de civils et de militaires de consensus, qui a pour mission de gérer la période de transition.

Au **Liban**, une énième taxe, cette fois-ci sur les services de messageries internet, devient la taxe de trop ! Les Libanais.e.s investissent à leur tour la rue pour protester contre les

inégalités sociales. Nous avons d'un côté, un groupe de milliardaires détient plus de la moitié des richesses du pays, et de l'autre, une population qui fait face à une hausse des impôts sur différents produits de large consommation. D'autant plus que cette hausse intervient dans un contexte déjà tendu.

Sur le plan local, les autorités sont perçues comme caduques et incompétentes, notamment pour leur mauvaise gestion des incendies ravageurs, ou encore du ramassage des ou des coupures d'électricité. Sur le plan régional, l'année a été marquée par les mouvements de contestation en Algérie et au Soudan ayant réussi à déboulonner des dirigeants au pouvoir depuis des décennies.

Le Premier ministre Saad Hariri est forcé à la démission et le mouvement, comme ailleurs, adopte la même ligne de conduite : pacifisme et dégagisme ! Le "*Yetnahaw ga3*" algérien scandé à la façon libanaise donne : "*Killoun yaâni killoun*". Autrement dit, "Tous veut dire tous !". Et les manifestant.e.s libanais font preuve d'éloquence et de détermination au même titre que les autres peuples de la région. Le mouvement est inédit au pays du Cèdre car il réunit toute la population sans distinction d'appartenance politique, ethnique, religieuse ou idéologique.



TUNISIE PRÉCURSEURE !



Tunis, vendredi matin 14 janvier, avant le départ de Ben Ali. AFP/FETHIBELAID

PRÉCURSEURE DU PRINTEMPS ARABE, LA TUNISIE EST UN MODÈLE EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES DANS LA RÉGION

Source de sa fierté, le code du statut personnel accordait aux Tunisiennes le droit de vote déjà en 1956. Il avait également aboli la polygamie, instauré l'égalité en matière de divorce et autorisé l'avortement. Depuis, le statut des citoyennes tunisiennes n'a cessé de s'améliorer. Cependant, il est à noter que le code en question a été mis en place par Habib Bourguiba, président tunisien progressiste, mais à contre sens de l'opinion publique majoritaire de l'époque.

La contestation de 2011 qui a débuté en Tunisie et qui a déclenché ce qui a été appelé le Printemps arabe, a émané

principalement des régions de l'intérieur, marginalisées économiquement et encore largement conservatrices. La mobilisation soulevait d'abord la problématique du développement à deux vitesses des régions côtières et celles de l'intérieur. Problématique, certes réelle, mais pas totalement innocente.

Mohamed Al Bouazizi a été à dessein présenté comme chômeur-diplômé afin de mobiliser cette tranche de la société de plus en plus importante en nombre. Tout aussi stratégique, une autre rumeur fera du chemin. Celle évoquant une gifle de la part



de la policière qui lui a confisqué sa marchandise. Pourquoi? Les initiateurs l'expliquent eux-mêmes : la région étant encore fortement conservatrice, le geste, en plus de consacrer la violence structurelle des appareils de l'Etat, renvoyait dans l'imaginaire collectif à une atteinte à l'honneur et à la virilité! Un élément fédérateur et mobilisateur !

Ces militants avaient expliqué avoir bénéficié de formations dites de soutien à la société civile et qui s'inspirent grandement des préceptes de la lutte non-violente dans la subversion et la déstabilisation des régimes non-démocratiques.

En dehors de la question de l'éthique dans la lutte, et quelle qu'eut été leur stratégie, les cyberactivistes Tunisiens ont été de véritables amplificateurs de la contestation. Formés à contourner la censure, ils ont pu informer l'opinion publique de l'étendu de la mobilisation mais aussi de la répression. Parmi les figures de proue du mouvement : celle que l'on ne présente plus, **Lina Ben Mhenni**, lauréate de plusieurs prix et pressentie pour le Nobel de la paix 2011, décerné finalement à une autre activiste arabe, actrice du Printemps arabe. Lina s'est fait connaître pour ses vidéos retraçant l'étendu des manifestations ainsi que la répression à Sidi Bouzid. Armée de son laptop, d'une connexion internet et de son appareil photo, elle affrontait seule la dictature. Lina est décédée en janvier 2020, à l'âge de 36 ans, des suites d'une longue maladie au moment de la réalisation de cet outil, que nous avons souhaité lui dédier.

PARITÉ

Au lendemain de la chute du premier dirigeant touché par la contestation populaire, les féministes tunisiennes faisaient état de leur crainte de perdre leurs acquis en matière de droits des femmes. Pour sa part, la bloggeuse témoignait de la violence à laquelle elle avait été soumise, elle, et d'autres militantes, de la part des forces de la contre-révolution. La priorité était à la conservation des acquis. La montée en puissance du courant islamiste puis son arrivée au pouvoir à la suite des premières élections démocratiques du pays en octobre 2011, constituait une menace nouvelle, mais la détermination des femmes était perceptible, elles qui, comme les hommes, ont payé un lourd tribut durant la révolte.

La forte mobilisation des Tunisiennes et des Tunisiens pour l'accès en bonne et due forme à la citoyenneté a eu comme fruit l'instauration de la loi sur l'alternance et la parité électorale homme-femme en 2011, en prévision du premier scrutin post-Ben Ali. Le non-respect de ce principe donnait lieu à l'exclusion des partis concernés.

Lina Ben Mhenni



Cependant, les partis n'ayant placé que 7 % des femmes en tête des listes, l'Assemblée Constituante élue le 23 octobre 2011 ne comptait que 23% de femmes. Pis encore, le premier gouvernement post-élections libres ne comptait que deux femmes ministres et une secrétaire d'Etat sur un total de 40 membres.

L'autre fait marquant de cette période cruciale d'instauration de la démocratie est l'apparition du discours moralisateur culpabilisant envers les femmes. Pour la féministe **Raja Ben Slama**, cette focalisation sur les femmes et les mœurs, notamment par le parti sorti vainqueur des élections, Ennahdha, de mouvance islamiste et pourtant totalement absent de la révolte, a pour but de cacher une absence de programme politique à même de répondre aux aspirations démocratiques des Tunisiens et à leurs revendications socio-économiques, éléments à la base de leur soulèvement.

LINA PORTÉE PAR LES FEMMES

La "Bnya tounsyia" (une fille tunisienne, le nom de son blog) qui a documenté et largement diffusé la mobilisation des Tunisiens malgré la répression et la maladie est décédée le 27 janvier 2020 à l'âge de 36 ans. La Présidence a décidé d'organiser des funérailles nationales pour accompagner l'héroïne de la Révolution du Jasmin à sa dernière demeure. Pour honorer sa lutte et son engagement, son cercueil a été porté par des femmes, en rupture totale avec la tradition arabo-musulmane, qui les exclut des cimetières durant les obsèques. Les réactions ont nombreuses entre approbation et dénonciation.

“ La réaction de colère à la présence des amies et proches de Lina à ses funérailles ne peut pas être lues sous le prisme de conservatisme religion et de perpétuation de la tradition, Il exprime surtout la peur et la fragilité de certains hommes. Peur de voir les femmes investir l'un des derniers lieux qui leur est encore interdit. Et fragilité des hommes qui voient leur "virilité", leurs privilèges et leur "supériorité" chaque jour menacés un peu plus.

”



RAJA BEN SLAMA
CHERCHEURE ET FÉMINISTE



FUNÉRAILLES DE
LINA BEN MHENNI



**MOHAMED RAMI
ABDELMOULA**
CHERCHEUR ET JOURNALISTE



EGYPTE : LA PLACE TAHRIR ENTÂCHÉE PAR LES VIOLS!

DEUXIÈME PAYS À CONNAÎTRE SA RÉVOLTE "ARABPRINTANIÈRE", L'ÉGYPTE FERA TOMBER SON DICTATEUR EN UN MOIS.



REUTERS/Mohamed Abd El Ghany

UN MOIS D'UNE
OCCUPATION INTENSE,
ESSENTIELLEMENT DANS
LES GRANDES VILLES,
MARQUÉE PAR
L'OCCUPATION DE LA
PLACE TAHRIR AU CAIRE,
UN GESTE DOUBLEMENT
SYMBOLIQUE POUR LES
FEMMES!

Tahrir signifie Libération en arabe. L'occupation de la place par des manifestantes était un signe fort de la réappropriation par les femmes des espaces publics. Mais cet investissement de la place n'a pas été sans conséquences. Nombre de viols et d'agressions sexuelles collectives ont eu lieu dans ces mouvements de foules contre des manifestantes ainsi que des journalistes femmes, à l'image de la militante américano-égyptienne **Mona Althahawi**, qui s'est rendue sur les lieux en tant que militante et journaliste citoyenne.



Celle qui est connue pour ses positions en faveur de la démocratie, des droits des femmes et des personnes LGBT a payé le prix de sa présence aux côtés des hommes, dans les rassemblements contre la dictature.

Les manifestants égyptiens ont eu la palme d'or de l'éloquence et de l'humour dans les slogans. Un important recours à la fois à l'imaginaire collectif et à la symbolique a créé une réalité nouvelle : l'unité des Égyptien.ne.s indépendamment de leur classe sociale, appartenance politique ou encore ethno-religieuse. En témoigne la symbiose entre Coptes et Musulmans : on se souvient du logo largement adopté illustrant un croissant englobant, en lieu et place de l'étoile, une Croix, ou encore des Coptes, qui protègent les manifestants musulmans pendant leur prière collective. Cette solidarité sonnait comme une réponse contre toute tentative d'instrumentalisation des différences ethno-religieuses à l'encontre de la révolution. Une solidarité entre Chrétiens et Musulmans s'est avérée judicieuse. N'aurait-il pas été tout aussi judicieux de se solidariser entre hommes et femmes ?



REUTERS

Ces dernières se sont imposées comme de véritables actrices de la révolution en participant massivement aux rassemblements à la place Tahrir dès le début de la révolution, défiant à la fois la dictature et le patriarcat. *"Comme les hommes, des femmes ont sacrifié leur vie pour l'Égypte, jamais elles n'ont pensé qu'elles étaient inférieures aux hommes ou incapables de renverser le régime"*, écrivait **Shahinaz Abdel Salam** dans son blog Wa7damasrya (une Égyptienne). Au premier plan pendant la révolution, les femmes ont été *"écartées des groupes de protection de la révolution, du comité pour la révision de la Constitution ainsi que du nouveau gouvernement"*, constate la bloggeuse amèrement.



MONA ALTAHAWY
JOURNALISTE ET ACTIVISTE

Une manifestante égyptienne portant le coran dans une main et une croix de Jésus Christ dans l'autre pour symboliser l'unité entre Musulman.ne.s et coptes lors de la révolte contre le régime Moubarak en 2011



SHAHINAZ ABDEL SALAM
BLOGGUEUSE FEMINISTE



"MENTEURS! LA FILLE ÉGYPTIENNE N'EST PAS À DÉNUDER! A BAT LE RÉGIME DES MILITAIRES", ONT SCANDÉ DES ÉGYPTIENNES CONTRE LES TESTS DE VIRGINITÉ ET EN SOLIDARITÉ AVEC LA JEUNE FILLE AU SOUTIEN-GORGE BLEU.

"Certains militants, parlent de quotas et de discrimination positive au lieu de parler du droit fondamental des femmes à la représentativité. C'est la première fois depuis la révolution que je ressens de la discrimination parce que je suis femme", déplore-t-elle aussi.

Et pourtant, à ce moment-là, Shahinaz n'était pas au bout de ses surprises ! Le 9 mars, au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, des Égyptiennes ont observé un rassemblement à l'habituelle place Tahrir, pour réclamer cette fois-ci leurs droits en tant que citoyennes à part entière. Elles sont attaquées par des groupes d'hommes. Certaines sont arrêtées, maltraitées et forcées par les militaires de subir des tests de virginité pour échapper à une condamnation.

Cet épisode n'est pas un "incident" malheureux. La violence policière et celle des autorités de la période de transition, tenu par les militaires, se montrera très féroce à l'encontre des femmes rendant célèbres

certaines victimes, à l'image de la "fille au soutien-gorge bleu", manifestante battue et piétinée par un soldat jusqu'à ce qu'elle soit dévêtue. Quelques semaines avant cette agression et de nombreuses autres.

Mona Prince, Professeure de Lettres à l'université du Canal de Suez, et auteure de "Revolution is My Name: An Egyptian Woman's Diary from Eighteen Days in Tahrir", se montrait pourtant plutôt confiante: *"La révolution nous a surpris. Ce qui s'est passé est nouveau et créera ses dynamiques. A chaque fois que nous perdons espoir, quelque chose de positif se produit. Pendant les jours que j'ai passés à la place Tahrir, je n'ai ressenti aucune discrimination ou injustice à mon égard, bien que je ne sois pas voilée, que je fume et que j'embrasse mes amis. Nos droits se concrétiseront. C'est une question de temps et de persévérance. Je ne m'inquiète pas pour le futur de l'Egypte. Ce sera un Etat civil et un Etat de droit",* déclarait-elle. Le temps ne lui a malheureusement pas donné raison.



YÉMEN NOBEL DE LA... GUERRE!

DANS CE PAYS DE LA PÉNINSULE ARABIQUE EN GUERRE, LE PATRIARCAT ET LE TRIBALISM SONT DES ARMES COMME LES AUTRES...



Manifestation demandant le départ d'Ali Abdallah Saleh. Sanaa March 2011. AP/MUHAMMED

MUHEISEN

EN 2008, NOJOU ALI, UNE FILLETTE DE 10 ANS, A RÉUSSI À OBTENIR LE DIVORCE. UNE PREMIÈRE QUI A SOULEVÉ LA PROBLÉMATIQUE DES MARIAGES DES PETITES FILLES, PHÉNOMÈNE ENCORE TRÈS PRÉSENT ET TOUT À FAIT LÉGAL DANS CETTE RÉGION DU MONDE OÙ LES FEMMES FONT ENCORE FACE À DES PRATIQUES D'UN AUTRE ÂGE.

La surprise fut grande quand elles ont défié les normes sociales en 2011 pour se joindre au mouvement de contestation grandissant, contre un président en règne depuis 30 ans. Drapée de noir ou en hidjab (voile islamique classique), elles ont défilé aux côtés des hommes dans une société très conservatrice, patriarcale et tribale, une autre première ! Ce qui a toutefois entraîné l'agression de quelques manifestantes. Le Président contesté à l'époque, Ali Abdallah Saleh, avait d'ailleurs recouru à cet argument dans une tentative de déstabiliser la forte mobilisation, en s'en prenant dans un discours prononcé le



15 avril 2011 à "la mixité illégale des hommes et des femmes" lors des manifestations. Raté! D'autant que les islamistes, fort présents dans le mouvement contestataire cette fois-ci, ont appelé les femmes à rester mobilisées *"pour le bien de la révolution"*.

Pour mettre fin aux critiques, les manifestants ont eu l'ingénieuse idée de réserver des couloirs aux femmes durant les marches afin de les garder mobilisées. Une solution qui leur a donné encore plus de visibilité, notamment "grâce" à leurs longues *Abaya* noires. Elles seraient même plus nombreuses que les hommes dans certaines des manifestations selon la journaliste-bloggeuse **Afrah Nasser**, 24 ans à l'époque, qui s'était fait connaître durant le Printemps arabe pour avoir participé et pour avoir documenté la révolte. Au Printemps 2011, elle déclarait : *"Les femmes yéménites ne marchent jamais aux côtés des hommes, mais je l'ai fait, et c'était merveilleux ! Je n'ai eu que des regards de respect et d'attention de la part des manifestants"*. La rue n'est pas le seul espace public investi par les femmes. Afrah prendra même une photo dans un café, aux côtés d'hommes admiratifs, accompagnée de son exclamation *"C'est le nouveau Yémen, celui où des femmes peuvent apprécier un thé dans un café d'hommes"*.



NOJLOUD ALI

ECRIVAINNE-MILITANTE CONTRE
LE MARIAGE DES FILLES



AFRAH NASSAR

BLOGGEUSE-JOURNALISTE



TAWAKKOL KARMAN

NOBEL DE LA PAIX 2011

Il faut dire que leur source d'inspiration ne manquera pas d'obtenir le prix Nobel de la paix en 2011, première femme arabe à recevoir le prix Nobel. C'est bien à la suite de l'arrestation de **Tawakkol Karman**, à la tête de l'ONG, Women Journalists Without Chains (WJWC) (Femmes journalistes sans chaînes) que le mouvement de contestation a pris de l'ampleur.

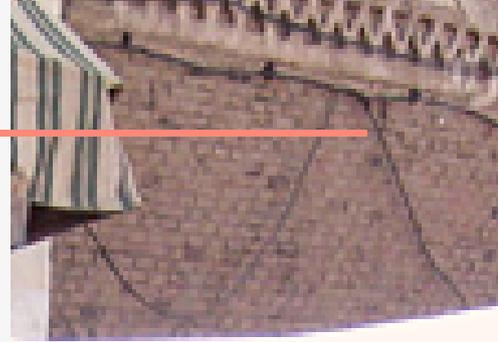
Aujourd'hui et à la suite de ses positions politiques en faveur de l'idéologie islamiste et de la guerre, ainsi que ses relations étroites avec le département d'État américain, la première femme arabe Nobélisée a perdu en popularité. Sans leader et piégées dans un conflit armé sur fond de tribalisme et de confessionnalisme dans un pays qui compte deux fois plus d'armes que d'habitants, et qui fait face à des frappes d'une coalition internationale, les femmes yéménites n'ont pas encore pu voir ce nouveau Yémen dont la jeune Afrah Nasser se réjouissait.



LA VIOLENCE NOURRIT LA VIOLENCE

En 2019, et alors qu'elle milite toujours pour les droits des citoyennes et des citoyens yéménites depuis la Suède où elle s'est installée en 2012, Afrah Nasser fait un constat des plus amers de la situation de ses concitoyennes, et pointe du doigt la responsabilité à la fois des dirigeants locaux et de la communauté internationale : *"Oui, le Yémen n'a pas de législation protégeant les femmes ; des lois qui interdisent le mariage des enfants, par exemple. Seulement, vous décideurs occidentaux, avez un rôle dans la situation politique et militaire au Yémen aujourd'hui. Si vous cessez d'alimenter le conflit au Yémen avec vos ventes d'armes à l'Arabie saoudite, vous aideriez à la protection des femmes. Qu'il s'agisse des pouvoirs internationaux, des pouvoirs régionaux ou de la misogynie dans la société yéménite - comment le système tribal fonctionne pour opprimer les femmes, comment le patriarcat domine - chaque couche doit être examinée sérieusement. Nous avons besoin que d'autres pays entretiennent des relations de coopération avec le Yémen au lieu d'alimenter les conflits par le militarisme".*

Et d'expliquer que la violence engendre la violence. Pour Afrah, la violence domestique reflète aussi le cycle de violence de la société. *"Mais même s'il n'y a plus d'attaques aériennes ni de tireurs d'élite, les citoyens auront une violence normalisée entre eux, ce qui est, je pense, une perturbation que vous ne pouvez même pas quantifier"* conclut-elle.





MAROC L'ÉGALITÉ ENTRE DANS LA CONSTITUTION!

LA CONTESTATION A TRÈS VITE FAIT L'OBJET DE STRUCTURATION. SA LOCOMOTIVE? LE MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER, DATE DE SA CONSTITUTION ET DE SON APPEL À INVESTIR LA RUE.



AFP/Getty Images. Fadel Senna

Le mouvement est chapeauté par des cyber-activistes et des militants du MALI, Mouvement alternatif pour les libertés individuelles, qui s'était déjà fait connaître pour ses rassemblements de "dé-jeuneurs" pendant le Ramadan, pour dénoncer les lois liberticides condamnant entre autres, le non-respect du jeûne pendant le mois sacré.

LE RAS-LE-BOL GÉNÉRAL CAUSÉ PAR LES CONDITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET LE STATU QUO POLITIQUE N'A PAS ÉPARGNÉ LE ROYAUME CHÉRIFIEN.



PRINTEMPS FÉMINISTE

En réponse à la forte mobilisation, le Maroc entame une série de réformes politiques et constitutionnelles. Et pour tenir part aux sessions de dialogue avec la société civile, les militants féministes se sont constitués en coalition. Le **«Printemps féministe pour la démocratie et l'égalité»** est né le 11 mars 2011. Son appel à la marche, le premier mai suivant, pour réclamer l'égalité effective entre les femmes et les hommes dans tous les droits a connu un franc succès ! Mme Aïcha Aït Mhand, Présidente de l'Association démocratique des femmes du Maroc et membre de la Coalition, expliquait que les féministes marocaines comptaient bien saisir l'opportunité de la réforme de la Constitution pour exiger la garantie de *«l'égalité effective entre les hommes et les femmes dans les droits civils et non devant le droit»*, et celle du principe de la non-discrimination.

Plus stratégique encore, la Coalition a anticipé les éventuelles réticences des courants réactionnaires et conservateurs - dont l'argument religieux est le leitmotiv devant toute tentative d'émancipation des femmes - en revendiquant également la *« sécularisation du droit »* et en veillant à l'expliquer à l'opinion publique. *«Ce n'est ni la négation de l'Islam ni la laïcité à la française, il signifie que toutes les législations doivent être promulguées par les canaux officiels, et non par le fameux Majliss el Ouléma comme pour le code de la famille»*, expliquait Aït Mhand en 2012. Et les efforts de la Coalition n'ont pas été vains ! *«Le mouvement féministe a eu l'intelligence d'investir les différentes associations des droits humains et les partis politiques, une désolidarisation a très peu de chance d'avoir lieu»* rajoutait-elle. Ainsi, les féministes marocaines ont obtenu la constitutionnalisation de l'égalité effective des deux sexes.

FEMMES "MULETS"

Mais leur inquiétude concernant un retour en arrière était encore perceptible au lendemain des premières législatives qui, comme ailleurs dans les pays du Printemps arabe, ont porté les islamistes au pouvoir. Toutefois, leur bilan ne s'est pas avéré prometteur et l'on n'a pas noté de régressions, du moins, pas sur le plan législatif, en matière des droits des femmes.

Sur le terrain, les Marocaines continuent d'être plus ou moins protégées par les différents textes, en premier lieu, la Moudawana, le code de la famille marocain, mais il reste encore des manquements, notamment concernant les pratiques et leurs droits dans la vie de tous les jours. Comme en témoignent le nombre de refuges pour femmes victimes de violences domestiques, ou le controversé procès de la journaliste Hajar Raissouni pour avortement illégal en octobre 2019, ou encore les conditions socio-économiques alarmantes des femmes. Comme par exemple, les «femmes mulet», ces porteuses de marchandises entre le Maroc et les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, exploitées par les mafias de la contrebande et qui sont nombreuses à mourir écrasées dans des mouvements de foules.

ARABIE SAOUDITE DERNIÈRES AU MONDE À VOTER ET À CONDUIRE !



REUTERS/ Manifestation devant l'ambassade saoudienne à Paris. Fev 2019.

UN CONTEXTE RÉGIONAL PROPICE AU CHANGEMENT ET UNE VOLONTÉ POLITIQUE LOCALE DE RENVOYER UNE IMAGE POSITIVE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, LES SAOUDIENNES, AVIDES DE RÉFORMES, VONT PORTER DES REVENDICATIONS QUI LEUR SONT PROPRES.

Des dizaines de Saoudiennes ont ainsi répondu à l'appel à la marche, en mars 2011, réclamant une citoyenneté pleine et entière. Dans un pays où les femmes ont besoin de l'autorisation d'un tuteur masculin pour effectuer le moindre mouvement, la réussite de la manifestation a été perçue comme une révolution en soi ! Avides de réformes, elles se sont rendues symboliquement, le 23 avril 2011, dans un centre d'enregistrement des électeurs aux municipales à Jeddah, pour revendiquer le droit de participer au scrutin dont elles sont exclues.

Une importante campagne pour la levée de l'interdiction de conduire pour les femmes, dont **Manel AlSharif** s'est fait la porte-parole, est également lancée. Ses vidéos, postées sur YouTube et Facebook, la montrent en train de conduire une voiture, alors qu'il s'agissait encore à ce moment-là d'une activité prohibée. Ce qui n'a pas été sans risque puisqu'elle est arrêtée le 21 mai. Cette arrestation n'a pas ralenti le mouvement et n'a fait que motiver davantage les femmes. La forte mobilisation, et surtout sa médiatisation

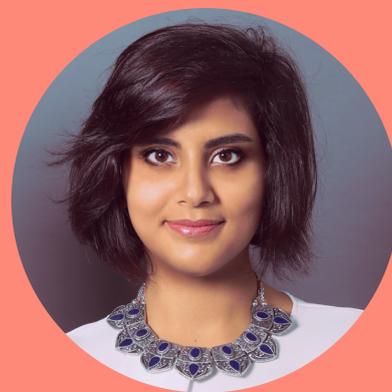
internationale ont porté des fruits la même année. D'autant que le roi Abdallah est très soucieux d'entretenir son image de "progressiste" et de réformateur en Occident. Il crée la surprise en annonçant en septembre, devant le Conseil de la Choura (le conseil consultatif) l'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux femmes, les dernières au monde à l'obtenir. Malgré les réticences du Conseil, les femmes obtiennent désormais le droit de participer à l'évaluation des projets de loi en y siégeant directement.



MANAL AL-SHARIF
MILITANTE DE "WOMEN TO
DRIVE MOVEMENT"



WAJEHA AL-HUWAIDER
CO-FONDATRICE DE L'ASSOCIATION
DE DÉFENSE DES DROITS DES
FEMMES SAUDIENNES



LOUJAIN AL-HATHLOUL
BLOGGEUSE FÉMINISTE EN
DÉTENTION

Le roi avait quelques temps auparavant nommé une femme ministre de l'Éducation et déclarait qu'il n'y avait pas de texte de loi interdisant aux femmes de conduire. "*Nous rêvions de pouvoir prendre les commandes d'une voiture, nous voilà capables de prendre les commandes du pays*", s'est réjouie **Manel Al Sharif**, la célèbre docteure, 32 ans à l'époque, grâce à qui, le monde a eu écho des revendications féministes des Saoudiennes. Mais ses vidéos ont suscité des fatwas permettant aux tuteurs matrimoniaux de battre les femmes de leur famille qui participeraient à l'action du 17 juin, "la journée de révolte des femmes au volant", beaucoup étant détentrices d'un

permis de conduire étranger. Il faudra pourtant attendre 2018 pour que les Saoudiennes acquièrent le droit de conduire seules leur véhicule! Mais le chemin vers l'égalité est encore long ! Le pays reste une référence en matière d'oppression des femmes et de violation des droits humains. En mai 2020, 13 militantes font toujours l'objet de poursuites judiciaires en raison de leurs activités de défense des droits humains. Cinq d'entre elles sont en détention : **Loujain al Hathloul, Samar Badawi, Nassima al Sada, Nouf Abdulaziz et Mayaa al Zahrani**. Au moins 10 ont subi des violences, notamment sexuelles, en détention dans un lieu secret.

SOUDAN TOUT(E) EN POÉSIE



**C'EST L'HISTOIRE D'UNE
IMAGE QUI A ATTIRÉ LES
REGARDS DU MONDE ENTIER
SUR LA RÉVOLTE
SOUDANAISE ET SUR SES
FEMMES ! A LA BASE, C'EST
UN SIT-IN PRÈS DU
QUARTIER GÉNÉRAL DE
L'ARMÉE ET DU PALAIS
PRÉSIDENTIEL, MAIS À LA
FAÇON SOUDANAISE !**

Une jeune femme, drapée de blanc, perchée sur une voiture, la main en l'air et l'index levé en signe de réprimande, scande à voix haute des paroles poétiques au rythme des acclamations des manifestant.e.s rassemblé.e.s autour d'elle, ponctuant chacun de ses vers des cris de : "*Thawra !*". Autrement dit, "Révolution !".

Une marée de caméras de téléphones portables capture le moment qui fera la différence. Le monde découvre que les Soudanais.e.s protestaient depuis des mois contre le président Omar el-Béchr et son gouvernement, loin de l'intérêt des médias internationaux.



KANDAKA

L'on découvre aussi un Soudan qu'on peinait à imaginer où des femmes mènent la révolte. Car l'image va faire le tour du monde en quelques heures. L'actrice Hollywoodienne Halle Berry a partagé la photo dans une story. La députée américaine Ilhan Omar l'a tweetée. Nouveaux médias obligeant, mais pas seulement. Les grands médias ont tous évoqué la jeune fille enveloppée de blanc. **Alaa Salah**, 22 ans, est devenue l'icône du mouvement de protestation soudanais, et celle des Soudanaises en première ligne. Que dit-elle ? Que porte-t-elle ?

Rare est l'intérêt du monde occidental pour les vêtements des femmes arabomusulmanes autres que le voile islamique ! Son "Thoub" rappelle les reines guerrières nubiennes auxquelles son texte fait

référence, ainsi que la robe des manifestantes contre les dictatures précédentes, en particulier les étudiantes, appelées Kandaka, en référence aux dites reines. **Hala AlKarib**, la militante féministe à l'origine de la photo voit dans ce vêtement "le symbole de l'identité d'une femme qui travaille - une femme soudanaise qui est capable de tout, mais apprécie toujours sa culture". Car ce tissu traditionnel est également un clin d'œil à l'habit des femmes travailleuses du pays comme l'enseignante et la fonctionnaire. Mais il ne faut pas s'y méprendre. Cet habit reste rare. Les femmes travailleuses étant minoritaires, cette image emblématique, comme toutes les images emblématiques, n'a-t-elle pas simplifié une histoire plus complexe ?

FLAGELLATION POUR PORT DU PANTALON

La "**Nubian Queen**" et ses camarades manifestant.e.s ont réussi à faire chuter un dictateur au pouvoir depuis 30 ans. Mais la dictature a lourdement impacté la condition des femmes. Durant des décennies, une série de lois oppressives a été adoptée. En plus de permettre au régime d'asseoir la domination de ses citoyen.ne.s, une telle politique a permis d'avoir le soutien stratégique des courants islamistes ultra-conservateurs. Le mariage des fillettes est légal, le viol conjugal non reconnu et le port de pantalon interdit aux femmes. L'on se souvient de l'affaire de la journaliste **Loubna al-Hussein**, qui risquait jusqu'à 40 coups de fouet et une amende pour avoir porté un pantalon, une tenue jugée indécente par la police. Grâce à son engagement et la médiatisation de son affaire, l'initiative "Non à l'oppression des femmes" a vu le jour en 2009 pour lutter contre le harcèlement policier à l'encontre des femmes mais plus globalement, pour mettre fin à toutes les formes de violations des droits civiques des femmes.



Loubna al-Hussein



C'est peut-être le ras-le-bol féminin, encore plus perceptible que le masculin, qui est à l'origine de l'importante participation des femmes dans les manifestations. Certaines d'entre elles comptaient 60 à 70% de femmes. Mais ce serait peut-être réducteur de les associer uniquement aux manifestations. L'engagement féminin n'a jamais baissé dans ce pays. Une certaine perception très valorisante du statut social de la femme, qui la place à l'origine du cycle de

la vie perdue dans les tribus de la Nubie, des sociétés matrilineaires.

A vrai dire, les femmes soudanaises ont joué des rôles politiques majeurs dans les luttes pour les droits de l'Homme. Dans les années 1950, l'Union des femmes soudanaises est au-devant de la scène dans les luttes sociales et féministes en Afrique et dans le monde arabe. En 1964, sa fondatrice, **Fatima Ahmed Ibrahim**, est justement l'icône de la révolte !

FATIMA, L'ICÔNE DE L'AUTRE RÉVOLUTION

Fatima (1934-2017) est engagée depuis l'adolescence. Elle est à l'origine d'un *dazibao* dans son lycée où elle mène sa première action politique : une grève, réussie, pour protester contre le remplacement des cours de sciences par des enseignements en éducation familiale. Sa première publication, **La Pionnière (الرائدة)**, a du succès. Elle écrit alors dans la presse sous pseudonyme. À 20 ans à peine, elle fonde avec une amie l'Union des Femmes Soudanaises qui milite, entre autres pour les droits civiques des femmes. Elle adhère ensuite au Parti communiste soudanais, seul parti mixte de l'époque. Puis, devient rédactrice en chef de *La voix de la femme*, la revue de l'Union, qui prône l'émancipation des femmes.

La révolution de 1964 contre le Premier ministre Ibrahim Abboud, au pouvoir à la suite d'un putsch, la place comme figure de la révolution. Un an plus tard, elle est la première femme à être élue au Parlement dans son pays, mais aussi dans le monde arabe et en Afrique. Une révolte qui met Gaafar Nimeiry au pouvoir. Ce dernier maintient la dictature et rompt l'alliance avec les Communistes. Son mari est assassiné. Fatima, elle, est emprisonnée pendant deux ans, puis mise en résidence surveillée jusqu'au renversement du gouvernement en 1985. Elle sera de nouveau arrêtée pour s'être opposée au Front national islamique du nouveau président, Omar el-Béchir. Ce dernier mène une réforme des textes législatifs qui discrimine davantage les femmes. Une mobilisation internationale en sa faveur permettra sa libération et son exil, en 1990, vers la Grande-Bretagne. En 2013, Fatima et l'Union des femmes soudanaises reçoivent le Prix des droits de l'Homme des Nations unies. Elle retourne au Soudan en 2005 et est à nouveau élue au Parlement. Elle décède à Londres en 2017. Pour les Soudanaises, elle est vivante et avec elles. Des portraits d'elles ont été brandis par la jeune génération avec comme slogan "**Notre mère Fatima**".





Manifestation. Soudan. Juin 2019.

TRANSITION

L'actuel engagement féminin au Soudan s'inscrit donc dans une longue tradition de lutte. Après l'éviction de Béchir par l'armée, et des mois de négociations auxquelles une seule femme a tenu part, un Conseil de transition composé de personnalités politique et militaires a été mis en place pour une période de trois ans.

"Le manque de diversité de l'équipe de négociation fait qu'elle soit extrêmement fermée d'esprit, par conséquent, elle ne peut pas arriver aux résultats qui représentent les forces révolutionnaires", explique **Hala Alkarib**, directrice régionale de l'initiative stratégique pour les femmes dans la Corne de l'Afrique. Pour elle, les partis politiques qui participaient aux négociations n'ont pas investi dans les questions relatives à la condition des femmes. Ces dernières n'avaient plus aucun intérêt à se joindre à eux.

Pourtant, les femmes ont jusque-là été très présentes. Mais le Conseil de la Transition ne compte que deux femmes sur les six personnes civiles et aucune sur les six militaires. Elles restent largement absentes des postes de responsabilités et de la décision politique. Un constat que fait l'icône de la révolution *herself*. Même si el-Béchir avait imposé un quota de 25% de femmes au Parlement, **Alaa Salah** estime que les activistes doivent continuer de militer pour arriver à 50% de femmes dans le nouveau Soudan. "*Le mouvement pour la démocratie n'aura réussi que lorsque les femmes occuperont la moitié des postes de décision, et quand le processus politique inclura des personnes de différentes croyances et ethnies*"

IRAK AUX PREMIERS RANGS

LA PARTICIPATION MASSIVE DES FEMMES A TRANSFORMÉ LA CONTESTATION EN UNE RÉVOLUTION POPULAIRE.

Octobre 2019. L'Irak connaît un tournant dans son histoire avec une mobilisation populaire particulière contre la corruption, la mauvaise gestion et le despotisme impliquant un large éventail de la société. Pour beaucoup, la participation massive des femmes a transformé le mouvement en une révolution populaire. Mais cette participation n'est pas surprenante, elle ne fait que rendre visible des réalités et des transformations sociétales profondes, qui ont enfin trouvé leur espace d'expression dans les rues et les places publiques. D'ailleurs, c'est de nouveau à la **Place Tahir!** Mais cette fois-ci, dans la capitale d'une autre grande civilisation de la région. La place est la jonction entre les quatre ponts stratégiques de Bagdad. Le décor ? Un camp de tentes des manifestants qui y campent, et des manifestantes!

Près de la zone verte où se trouvent les bureaux du gouvernement, la place Tahir est devenue un petit Irak où les citoyen.n.es ont formé une communauté collective pour revendiquer leur identité nationale au-delà du sectarisme, des divisions et des peurs. Tout comme à Alger, puis à Beyrouth, un bâtiment abandonné, connu sous le nom du "restaurant turc", dont les manifestants ont pris le contrôle, est devenu le symbole de l'unité de l'Irak. Sa façade est décorée de longs drapeaux irakiens, et des banderoles et pancartes portant leurs revendications : une vie digne et un Irak uni.

Dès le début de la contestation, les femmes ont fait partie du mouvement. Elles sont baptisées les "**October Ladies**": les dames d'Octobre, car présentes dès le début de la contestation. Marginalisées, lourdement impactées par les guerres et réduites au silence par le conservatisme et l'extrémisme religieux, le moment est venu pour elles de faire entendre leur voix. Leur participation, assez timide au début, a augmenté au fil des jours. Prévisible dans une société très conservatrice et patriarcale. Beaucoup de femmes ont rapporté avoir tenu part aux manifestations malgré l'interdiction de leur mari et des hommes de leur famille, y compris ceux qui sont engagés dans la révolte, dans un souci de les protéger. Mais les "Dames d'octobre" ont ébranlé cette vision des choses malgré la répression.



PROTEGER LES HOMMES

Les Irakiennes ont relevé le défi. Leur détermination a contribué à briser des tabous. Et leur forte présence au fil des semaines a été saluée par leurs homologues hommes. *"Leur présence est très importante à bien des égards, des collectes de dons aux campagnes de nettoyage, en passant par la cuisine, la prestation de services médicaux aux manifestants et la tenue de veillées pour commémorer les personnes tuées"*, a déclaré le militant Hussein Habib au The Arab Weekly. Selon lui, la participation des femmes au soulèvement est en fait un grand test pour la société irakienne. *"La réalité du moment a renversé toutes les prévisions car aucun cas de harcèlement sexuel n'a été signalé"*. Au départ, les femmes étaient incitées à rester derrière les hommes. Petit-à-petit, elles se sont imposées au premier rang. Beaucoup d'étudiantes en sciences médicales apportaient les secours nécessaires.

Leur présence avait aussi pour but de *"protéger les hommes"* de la répression, et de préserver le caractère pacifique des manifestations. *"Le soulèvement concerne une cause nationale et des droits publics. Tous les Irakiens se sentent concernés indépendamment de l'âge, du sexe, des restrictions et des tabous"* rappelle Bochra al Obeidi, une ancienne membre de la commission irakienne des droits de l'Homme. Pour elle, le soulèvement est peut-être un tournant pour les femmes, mais le chemin vers leur liberté et leurs droits est encore rempli d'obstacles. *"Les femmes finiront par s'imposer comme partenaires à part entière dans la société et la politique. Elles ont fait des sacrifices et aidé à maintenir les protestations avec un grand élan"*, a-t-elle dit, ajoutant que *"l'ère de **Naziha al-Dulaimi** (une pionnière du mouvement féministe en Irak dans les années 40 et 50) reviendra de manière plus forte"*.

NAZIHA AL-DULAIMI

Née en 1923 à Bagdad (Irak) et morte le 9 octobre 2007 en Allemagne, Naziha est une grande figure du militantisme féministe irakien. Comme la majorité des féministes de son époque dans le monde arabe, elle est communiste et pacifiste. Pionnière du mouvement féministe irakien, elle est la cofondatrice et la présidente de la Ligue des femmes irakiennes à laquelle on doit de nombreux progrès pour les citoyennes de son pays, en particulier la loi progressiste sur le statut personnel n°188 (1959). Elle est également la première femme ministre de l'histoire de l'Irak ainsi que du monde arabe.



FÉMINISME D'ETAT

L'Irak a une histoire particulière en matière des droits des femmes. "Dans le cadre de l'Irak ba'athiste, les politiques liées au statut des femmes ont connu deux périodes contradictoires: la première, des années 1970 à la moitié des années 1980, a été caractérisée par une volonté du parti, soucieux de préserver son image moderniste et laïque mais aussi de consolider son pouvoir, de réformer la loi du statut personnel dans le sens d'une remise en question relative des normes patriarcales, remplaçant ainsi l'autorité du chef de famille par celle de l'État", explique la chercheuse Nadje Sadig AL-ALI.



REUTERS/Manifestation à Bagdad. Février 2020.

Le Ba'athisme, ou Ba'assisme est une idéologie panarabe de gauche, nationaliste et progressiste ayant eu des filières dans plusieurs pays arabes au lendemain des indépendances. Elle prend le pouvoir en Syrie et en Irak dans les années soixante où l'on adopte la politique du parti unique. "Dans ce cadre politique autoritaire, le mouvement des femmes fut progressivement réduit à l'Union générale des femmes irakiennes (UGFI) formée en 1968, devenue porte-parole de l'idéologie du parti unique", explique la chercheuse Zahra Ali. Ainsi, le parti va faire de l'éducation des filles sa priorité, pour en faire des vecteurs de l'idéologie et produire de "futurs combattants". Saddam Hussein dit lors d'une conférence de l'UGFI en avril 1971: "Une mère éclairée qui est éduquée et libérée peut donner au pays une génération de combattants conscients et engagés". Cette large politique d'alphabétisation des filles, comme celle des garçons, va réduire le taux d'illettrisme. Le système d'éducation du

pays durant la décennie 1970 est même considéré comme le meilleur de tout le monde arabe. En 1987, l'Irak obtient le prix de l'UNESCO pour son éradication de l'illettrisme.

Dans le cadre de cette politique socialiste et progressiste, le pays adopte en 1978 la loi du statut personnel qui valorise le statut des femmes: il renforce l'interdiction des crimes dits "d'honneur", des mariages forcés et de la polygamie et donne la priorité aux femmes divorcées dans le droit de garde des enfants. Comme le régime entendait transformer la classe prolétaire en une classe moyenne urbaine et cultivée, il a promu le travail des femmes et leur participation dans le développement économique. La Constitution stipule que le Ba'ath se donne comme objectif de libérer la femme irakienne de "l'arriération" et "l'obscurantisme" du colonialisme et de garantir l'égalité entre les sexes.



ISLAMISME ET TRIBALISME

Avant 1985, le pays n'était pas encore très impacté par la guerre, contenue à ses frontières. Le travail féminin était salubre au moment où les hommes étaient au front. Mais la guerre et l'embargo de 1991 vont lourdement affaiblir le régime politiquement et économiquement. Le parti Ba'th s'appuie alors sur de nouveaux alliés pour asseoir ses pouvoirs : le traditionalisme tribal et islamique. La loi du statut personnel est réformée. Les femmes sont incitées à démissionner de leur travail pour laisser la place aux hommes qui reviennent de la guerre. Elles sont réduites à leur rôle de mère et encouragées à faire plus d'enfants. Saddam Hussein le dit dans l'un de ses discours: *"une famille ayant moins de 5 enfants est déloyale à la révolution"*.

Un plan de trois ans, soutenu médiatiquement, est mis en place par l'UGFI en coopération avec les ministères de la Santé, de l'Éducation et du Travail, pour augmenter le taux de fécondité : extension des congés de maternité, meilleur accès aux soins des mères et des enfants, lutte contre la stérilité, amendes pour l'avortement illégal, restriction de la contraception, incitation au mariage... Les bombardements de 1991 vont anéantir le pays. Un rapport de l'ONU en mars 1991 indiquait que l'Irak était passé d'une société moderne hautement urbanisée et mécanisée à un pays préindustriel. Les secteurs de l'éducation et de la santé sont totalement détruits. Les femmes en payent particulièrement le prix. L'instruction des filles a chuté, au point d'arriver à la fin des années 1990, à ce que 55 % des femmes de 15 à 45 ans soient illettrées. Le tissu social se détériore tellement que l'invasion américaine de 2003 fait sombrer l'Irak dans le chaos. Le pays peine toujours à se relever des multiples guerres (bombardements de la coalition, répression, rébellion, terrorisme et guerres confessionnelles).

Avec l'arrivée des ONG occidentales, la Constitution est révisée et l'imposition d'un quota de femmes au parlement est introduite en 2005 sans que cela ne change le quotidien des Irakiennes. La crise atteint son paroxysme avec l'exode vers l'Europe en 2015-2016 cristallisant le summum du désespoir.

En 2019 cependant, un vent de révoltes souffle de nouveau. Et les Irakiens crient leur ras-le-bol, de même que les Irakiennes. Mais la société a bien changé. Le tribalisme, le conservatisme et l'extrémisme religieux ont été renforcés. Les citoyennes ont vu dans ce soulèvement une occasion de déboulonner le tout, y compris le machisme qui accompagnent ces maux. Quelle que soit l'issue de la crise, les femmes ont récupéré le terrain de la lutte et investi l'espace public, ce qui est déjà une victoire en soi.





ALGÉRIE NOTRE RÉVOLUTION, C'EST MAINTENANT OU JAMAIS !



AFP/Archives/Des Algériennes à Alger, le 10 janvier 2020 - RYAD KRAMDI

**UNE LONGUE CHEVELURE
FONCÉE JONCHANT UN
CORPS SVELTE PERCHÉ SUR
LES ORTEILS QUI PREND LA
POSE. LA BALLERINE DE 17
ANS FAIT UNE PIROUETTE, À
ALGER-CENTRE, AVEC,
COMME ARRIÈRE-PLAN, DES
MANIFESTANTS
BRANDISSANT LE DRAPEAU
TRICOLERE, VERT BLANC
ROUGE.**

La photo fait le tour de la toile et des émules, jusqu'au Chili!

C'est l'image emblématique de l'autre soulèvement populaire de l'année 2019, le Hirak Algérien. L'image d'une Algérie nouvelle, jeune, moderne, poétique et... féminine ! Mais à quel point reflète-t-elle la réalité ? Quelle place occupent réellement les femmes dans le soulèvement, et dans un pays, où le code de la famille fait toujours d'elles des mineures à vie ?



LES FÉMINISTES DANS LE HIRAK

La mobilisation est baptisée **Hirak**. Son étymologie fait débat. Pour les linguistes puritains, il serait plus juste de dire Harak. Mais la langue, comme la société, évolue. Un peu plus organisé qu'un soulèvement populaire, un peu moins prétentieux qu'une révolution qui n'a pas encore eu lieu, le Hirak est un Mouvement en vue d'un changement politique, après l'humiliation de trop: la candidature du Président sortant, Abdelaziz Bouteflika, âgé et très affaibli par la maladie, à un cinquième mandat. Le 22 février, après des appels sur les réseaux sociaux, le déferlement humain, très calme, très discipliné, à la fin de la grande prière du vendredi, dans la majorité des villes algériennes, laisse sans voix. Les femmes n'y sont pas très présentes. Pas pour le moment.

Car dès le vendredi suivant, elles seront là. Partout. Le mouvement gagne toutes les régions sans exceptions, toutes les catégories sociales, tous les Algériens, toutes les Algériennes.

Adila Bendimerad, une comédienne qui devient rapidement une des figures du Hirak algérois, se réjouit de la forte participation féminine. Elle avoue que les femmes n'étaient au début pas aussi nombreuses qu'elle et ses amies ne l'ont laissé entendre: *"Nous avons massivement communiqué sur les réseaux sociaux. C'était un petit mensonge pour susciter le désir et pour que les hommes se disent : "Moi aussi je veux voir ma femme, mes sœurs et mes filles dans la marche." Et puis le 8 mars est arrivé, les femmes sont descendues massivement, et encore plus le 14. Les gars des stades n'aiment généralement pas les youyous, mais là ils en redemandaient. Et maintenant nous sommes devenues indispensables..."*; raconte-elle à Médiapart, lors d'une discussion avec d'autres féministes de l'ancienne génération, rassemblées dans la maison de **Wassyla Tamzali**.

"FÊTE DE LA FEMME"

Le **8 mars** fera la différence. Dans ce pays, c'est une grande date ! La journée internationale de la lutte pour les droits des femmes est traduite en arabe en "fête des femmes". Leur présence était naturellement attendue. Elles n'ont pas déçu. Mais cela n'a pas été tout lisse! Car dans son élan optimiste, Adila est très vite interrompue par **Fadila Boumendjel Chitour**, militante féministe de longue date, membre du réseau Wassila/Avife de lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants : *"Il ne faut pas confondre les icônes et la réalité. Depuis toujours, quand on cherche le consensus, il y a deux sujets qui posent problème : le culte et les femmes. Ce ne sera pas facile d'intégrer la question de l'égalité dans le mouvement..."*, dit-elle, durant cette rencontre.

AUX RACINES DU CARRÉ

Fadila Chitour fait partie du collectif "Femmes Algérienne pour un changement vers l'égalité" (FACE), né le 16 mars. Sa déclaration est signée par 16 féministes des deux générations. FACE a pour but de faire des droits des femmes une revendication inconditionnelle du Hirak. Il n'y aura pas d'Algérie nouvelle sans ses citoyennes. Pas de changement politique sans les changements des textes qui font des femmes des citoyennes de seconde zone.

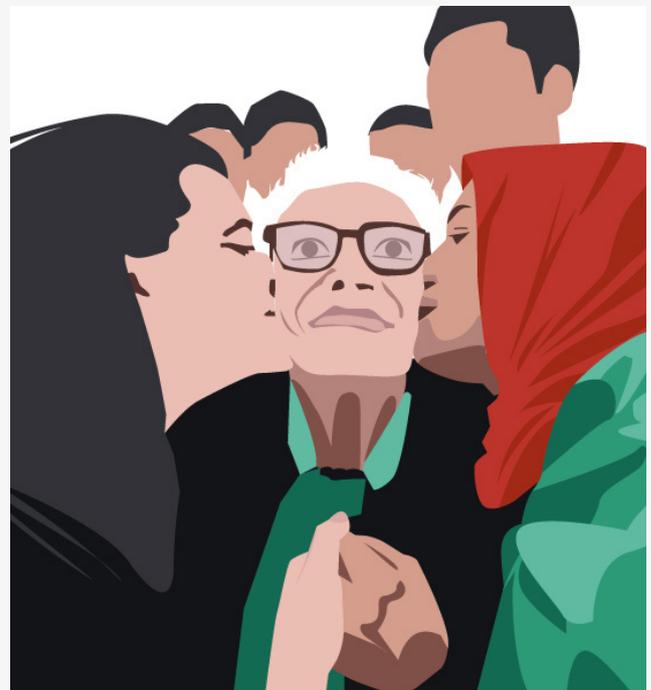
Ces féministes semblent avoir "compris la leçon". Elles veulent faire entendre qu'elles sont les dignes descendantes des **Moudjahidate**, ces révolutionnaires qui avaient pris les armes contre la colonisation française. Parmi elles, **Djamila Bouhired** et **Louisette Ighilahriz**, anciennes condamnées à mort ayant enduré les pires actes de torture. Elles font partie du Hirak. Mieux, elles sont passées manifester avec le Carré féministe!

Car dans sa stratégie, FACE ne fera pas dans la demi-mesure. Pour plus de visibilité et peut-être aussi un peu de sécurité, les féministes optent pour l'occupation d'un carré dédié aux revendications féministes du Hirak. Le Carré est en bas des célèbres escaliers de la faculté centrale de l'université d'Alger, dans la principale artère d'Alger-Centre, rue Didouche Mourad, à quelques mètres de la Place Maurice Audin, des noms de célèbres martyrs de la guerre d'indépendance. Le message est clair. Ne pas faire partie d'un mouvement national pour en être exclue par la suite. Qui de mieux que l'une des pionnières du féminisme algérien pour l'exprimer.

Djamila Boupacha, également ancienne condamnée à mort pour son combat pour l'indépendance, a relaté les positions de ses frères de combat, au sein du Front de Libération Nationale.

A 16 ans ou 17 ans, Djamila et les autres étaient considérées comme majeures et responsables. Suffisamment matures pour participer aux combats. Pour poser des bombes. Pour faire face à la torture et à la guillotine.

Au lendemain de l'indépendance, elles étaient considérées à nouveau comme mineures. Alors qu'elles étaient majeures, leur emploi du temps, leurs déplacements et leurs déclarations à la presse étaient soigneusement préparés par les hommes. Un statut qui ne s'est de cesse dégradée aux fils des ans, jusqu'à l'adoption en 1984, du **code de la famille**, statuant la minorité des femmes. Pour les Moudjahidate, ce texte était le coup de grâce. Il est décrié par des icônes, comme **Akila Ouared** (décédée en juin 2020), ou **Zohra Drif-Bitat**, la poseuse de bombe du Milk Bar à Alger, dont le mari, Rabah Bitat, l'un des dirigeants du FLN pendant la guerre de libération, était à la tête du Parlement qui a adopté le texte.



Louisette embrassée par deux jeunes militante dont, Yasmine Messouci , à gauche, emprisonnée pour avoir brandi le drapeau berbère durant le Hirak.



Les Algériennes n'ont pas seulement combattu le colonialisme. Elles ont aussi résisté au terrorisme islamiste durant les années 1990. Les victimes des massacres et des attentats à la bombe sont estimées à 200 000 morts. L'engagement féminin était à son paroxysme, mais il portait principalement sur la lutte contre l'obscurantisme et pour les droits des femmes victimes de terrorisme. Le plus grand « acquis » durant cette période est une ordonnance légalisant l'avortement dans les cas de viols par des groupes terroristes. Ces derniers avaient adopté le viol et le rapt des filles comme arme de guerre.



NOS DROITS, TOUT LE TEMPS, PARTOUT!

C'est le slogan que l'on retrouve sur la banderole de FACE accrochée aux grillages de la faculté centrale durant les manifestations ! Un slogan qui reflète une histoire riche en sacrifices des femmes face aux ajournements des questions des droits des femmes, sans cesse reportées sous prétexte de l'urgence de traiter d'autres dossiers : ce "n'est pas le moment".

La banderole affiche les portraits de cinq femmes. Différents parcours. Différentes générations. Celles qui ont tracé le chemin. Celles qui rappellent les priorités.

Baya Touhami, dite Baya El Kahla, Moudjahida de la guerre de libération nationale.

Nabila Jahnine, architecte et présidente de l'association "Thighri n'tmetout" (Cri de femme), assassinée le 15 février 1995 par les groupes terroristes.

Lalla Fatma N'Soumer, guerrière, à la tête d'une insurrection armée contre la colonisation française, en Kabylie, dans les années 1850, morte dans les geôles coloniales.

Hassiba Ben Bouali, martyre à l'âge de 19 ans de la bataille d'Alger, en 1957, durant la guerre d'indépendance algérienne.

Amina Merabet. Victime d'un féminicide en 2016. Elle est immolée par le feu devant chez elle par l'homme qui la harcelait. Son assassinat crapuleux qui faisait suite à de nombreux actes criminels à l'encontre des femmes avait soulevé la question des féminicides.

Mais pour beaucoup des manifestants, le départ de Bouteflika signifie aussi une révision à la baisse des quelques acquis des femmes durant son règne. Et on le fait savoir aux féministes du Carré. Le 29 mars, elles sont physiquement agressées, crachées dessus et insultées. On les accuse de diviser le Hirak. Le but du Hirak serait la chute du pouvoir, pas une remise en question des rapports de force entre les deux sexes.

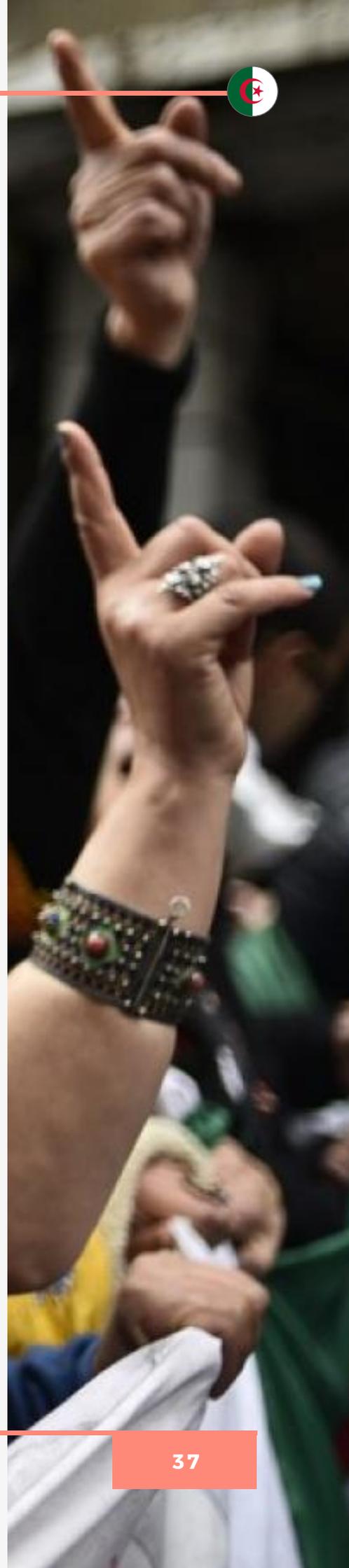
La polémique est alimentée aussi par les réactions à une autre initiative ayant eu lieu le même jour, à Alger et Bejaia. De jeunes féministes placardent des affiches de culture pop, avec des slogans concernant des articles du code de la famille. La pertinence des dénonciations et le choix des illustrations n'ont pas été du goût des passants. Les affiches sont arrachées. Les initiatrices sont accusées de vouloir débaucher les filles algériennes et de s'en prendre aux traditions et aux croyances de la société. Elles sont victimes d'agressions verbales et la vidéo de "l'incident" fait le buzz.

S'ensuit une série d'appels à la violence physique contre toutes les féministes du Hirak. Le premier appel émane d'un homme établi à Londres. Il appelle dans une vidéo à vitrioler à l'acide les féministes. Il est rapidement identifié par les internautes et une grosse campagne de dépôts de plainte au département de cybercriminalité londonienne est lancée. Le jeune homme est dans l'obligation de faire une vidéo d'excuses. Et ce réflexe de dépôt de plainte s'installe contre les différents appels à la violence qui inondent le net.

REALITY CHECK

La société reste très attachée à la tradition patriarcale. Et si l'islamisme armé a été vaincu, pour beaucoup, l'islamisation de la société a, quant à elle, réussi. Un constat déjà fait le 8 mars 2013. Un rassemblement à Alger pour honorer la mémoire des 300 femmes massacrées par les terroristes dans la seule région de la Mitidja (nord-centre) est organisé par l'Observatoire national des violences faites aux femmes. Des débats houleux avaient eu lieu entre les organisatrices et les passants. La cause ? L'emploi du terme "islamiste".

Rencontrée sur les lieux, Lamia, avocate, était là pour sa sœur, Amel, égorgée le 26 janvier 1997 alors qu'elle se rendait à la fac de droit. Et pour toutes *"celles qui ont affronté le terrorisme, celle qui ont résisté à l'obscurantisme. C'est grâce à elles que nous avons pu faire des études et travailler, que nous pouvons nous habiller comme nous le souhaitons, que nous existons. C'est grâce à leur sacrifice que nous vivons dans une république "démocratique". L'Algérie islamiste dont ils rêvaient, ils ne l'ont pas eue, et ne l'auront jamais !"*, martelait-elle.





LE POIDS DE L'ISLAMISATION

Et de contacter amèrement : *"Si l'islamisme n'a peut-être pas vaincu sur le plan politique, idéologiquement, il a gagné la société. Mais nous sommes là"* tente-elle de rassurer. *"Ils peuvent se réjouir des mentalités imprégnées de leur idéologie islamiste, mais nous sommes là et des jeunes comme nous il y en aura toujours. Nous combattons toujours ces obscurantistes"*. L'autre élément de discorde : pourquoi se rappeler uniquement des victimes femmes ? Le nombre élevé de femmes massacrées, kidnappées, violées, et l'occasion du 8 mars ne semblent pas convaincre.

Il faut dire que tout Algérien.ne reconnaît cette date, mais plutôt comme étant la fête des femmes ! La mi-journée est chômée payée dans la fonction publique. Des galas gratuits et des collations dans les entreprises durant lesquelles on distribue fleurs et cadeaux sont au programme. Le 8 mars 2020, une campagne sur les réseaux sociaux est menée pour défunkloriser cette journée et rappeler son essence de lutte pour les droits. Des dizaines de femmes algériennes ont répondu à l'appel lancé par les féministes du Hirak. Elles ont posté des vidéos où elles expliquent l'importance de cette journée, sous le hashtag en arabe : le 8 mars n'est pas une fête, mais la journée internationale de la lutte pour les droits des femmes. Une autre campagne a été menée en juin 2020 pour sensibiliser contre les féminicides et le laxisme des autorités face à ce fléau. Mais cette campagne-ci a tardé à prendre. Et l'éternelle contre-campagne "ce n'est pas le moment" a été menée l'encontre des féministes.

CODE DE LA FAMILLE CIAO

Malgré tout, ces dernières ont réussi à imposer le débat et à soulever le deux poids deux mesures dans le traitement réservé aux 21 féminicides rapportés par la presse en 2020 par rapport à celui réservés aux détenus du Hirak, pour lesquels on s'est largement mobilisés. Le hashtag de la campagne **"nous avons perdu l'une des nôtres"** s'est alors propagé, obligeant les médias à aborder la question. Les féministes, en particulier les jeunes, ne désespèrent pas. Elles ont été là depuis le début du Hirak, et comptent bien en faire partie, jusqu'à l'abolition du code de la famille et les articles des autres textes de loi qui constituent une violence à l'encontre de femmes. Il n'y aura pas de hiérarchisation des luttes. La révolution sera avec les femmes ou ne sera pas. Et pour le faire comprendre, elles chantent le célèbre chant partisan Bella Ciao, adopté par le Hirak, mais à leur manière. *"Le code de la famille, la violence et la domination, yetnahaw ga3, yetnahaw ga3n yetnahaw ga3 !"*. Yetnahaw ga3, (qu'ils s'en aillent tous !), est également le principal slogan du Hirak.



LIBAN THE KICK QUEEN

MALAK ALAYWE, "THE KICK QUEEN", OU LA REINE DU COUP DE PIED, EST DEVENUE L'ICÔNE DE LA RÉVOLTE, INSPIRANT LES LIBANAISES À DONNER UN BON COUP DE PIED DANS LA FOURMILIÈRE.



DAR AL MUSSAWIR/ Manifestation vers le Palais présidentiel. 13 novembre 2019.

IL AURAIT ÉTÉ IMPOSSIBLE DE MANQUER LES IMAGES D'UNE MANIFESTANTE DONNANT DES COUPS DE PIED À UN GARDE ARMÉ DANS L'ENTREJAMBE. LES IMAGES SONT DEVENUES VIRALES ET MALAK ALAYWE, "THE KICK QUEEN", LA REINE DU COUP DE PIED, EST DEVENUE L'ICÔNE DE LA RÉVOLTE.

Et pour cause, la vidéo ne fait que capturer l'impressionnant engagement des femmes dans les manifestations anti-gouvernement à l'échelle nationale dès leur déclenchement. Une participation des femmes qui pourrait déterminer l'avenir du Liban et y améliorer drastiquement les droits des femmes. Il s'agit d'une période sans précédent dans l'histoire du Liban. Des manifestations de masse ont éclaté le 17 octobre, déclenchées par une taxe sur WhatsApp qui s'est ajoutée à une détérioration de la situation économique et à plusieurs échecs embarrassants du gouvernement, notamment son incapacité à contrôler les incendies qui ont ravagé le pays en octobre.



ELLE SORT RENVERSER LE RÉGIME... PATRIARCAL!



Sur les banderoles est écrit: "Notre révolution est féministe! Et "Elle sort renverser le régime communautariste, patriarcal, discriminatoire et capitaliste"

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, unies, contre la mauvaise gestion du gouvernement et la corruption de la classe dirigeante qui gangrène le pays. Comme en Irak, il n'y avait plus de place au confessionnalisme et aux divisions. Pour la première fois depuis son installation, le système du confessionnalisme ou de partage de pouvoir sur une base confessionnelle est explicitement décrié en raison de son échec patent aux yeux de la population.

Malgré les risques d'une crise économique imminente, les manifestant.e.s ont campé sur leur position. Le soulèvement a poussé le Premier ministre à la démission et obligé le parlement à annuler sa session à deux reprises. Force est de constater que dans ces changements enclenchés, les femmes ont été de véritables **moteurs** du soulèvement. **Mobilisatrices clés**, elles dirigent les marches, organisent des sit-in, chantent, discutent politique, installent des tentes et distribuent de la nourriture, etc.. Aussi, face à la police anti-émeute, elles forment un bouclier humain pour protéger les manifestants. Et cette mobilisation ne s'arrête pas au rôle de "partenaires" des hommes.

La mobilisation des femmes s'est traduite par une remise en question drastique des lois et des pratiques discriminatoires envers les femmes.



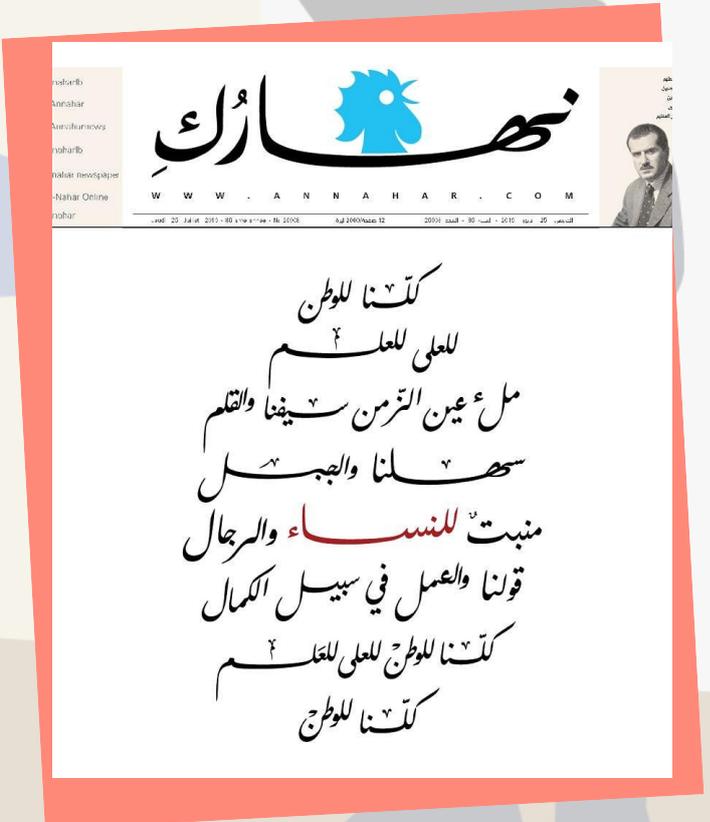
HYMNE AUX FEMMES

Et le message est passé. Premier changement symbolique opéré: une réadaptation des paroles de l'hymne national! Le célèbre journal An-Nahar a publié en Une le "nouveau" texte, bien qu'il ne soit pas officiel: **"le Liban est le berceau des femmes et des hommes"**, et non plus seulement celui des hommes. L'hymne revisité a été chanté pour la première fois par des milliers de femmes lors d'une marche aux chandelles dans le centre-ville de Beyrouth le 6 novembre. Un premier pas symbolique mais toutefois majeur des Libanaises dans leur lutte pour l'égalité. Le Liban occupe la 140e place sur 149 pays selon l'indice mondial de l'écart entre les sexes publié en 2018 par le Forum économique mondial.

CHANT DE LA MARIÉE

Et bien qu'elles participent activement à la vie économique, les Libanaises sont largement sous-représentées au Parlement, et n'occupent que six sièges sur 128. Surtout, elles subissent depuis longtemps les discriminations ancrées dans un système politique confessionnel qui les désavantage considérablement par rapport aux hommes en matière de lois sur le mariage, le divorce, la garde des enfants et l'héritage. Il existe ainsi 15 codes distincts relevant des différents tribunaux confessionnels des différentes communautés religieuses qui coexistent dans le pays.

L'une des **revendications phares** du mouvement est une refonte du système et la mise en place d'un État civil non sectaire, qui entraînerait, de facto, l'adoption de lois égalitaires civiles sur le statut personnel garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes. Au début du mois de novembre, les manifestantes ont organisé une marche féministe à Beyrouth et y ont scandé les paroles d'une chanson traditionnelle chantée aux jeunes femmes le jour de mariage, quand elles quittent "le foyer de leur père pour celui de leur mari". Avec bien sûr, des paroles réadaptées : "Elle sort de la maison" de son père est changé en "Elle sort protester, elle va frapper, elle va exiger la liberté, elle va renverser un régime". L'autre chantier auquel s'attèlent les Libanais.e.s: la réforme de la loi sur la nationalité. La lutte avait été entamée bien avant le soulèvement d'octobre, mais les Libanaises ont vu dans ce mouvement sans précédent l'occasion ou jamais pour un nouveau Liban, où les femmes seraient l'égal des hommes dans les lois. Selon la loi actuelle, les femmes libanaises, contrairement aux hommes, ne peuvent transmettre leur nationalité à leurs enfants et conjoints.





PALESTINE "PAS DE PAYS LIBRE SANS FEMMES LIBRES"



"DÉNONÇANT AUSSI BIEN LE JOUG DE L'OCCUPATION SIONISTE QUE LA DOMINATION PATRIARCALE, LE MOUVEMENT TALI'AT RENVOIE DOS À DOS L'ENSEMBLE DES VIOLENCES STRUCTURELLES QUI ENTRAVENT LES PARCOURS DE VIE DES PALESTINIENNES QUAND ELLES N'Y METTENT PAS FIN".

En septembre 2019, les Palestiniennes organisent leur Hirak. La cause ? Faire en sorte que **Israa Gharib** ne soit pas réduite à une statistique, un "cas", un énième. La jeune fille est le 29e féminicide de l'année. **Tali'at**, essayaient de s'organiser depuis 2018 déjà. Cette année-là, 35 femmes avaient été tuées par les leurs dans les crimes dits d'honneurs ou à la suite de violences domestiques et conjugales. Israa, 21 ans, est coupable d'avoir partagé une *story* sur les réseaux sociaux d'une agréable après-midi en compagnie de son fiancé et sa future belle-sœur. Elle est accusée par des membres de sa famille de les avoir déshonorés.



TALI'AT, "CELLES QUI SE LÈVENT"

Israa est battue et défenestrée, possiblement en tentant de fuir la violence. Hospitalisée pour une blessure au dos, elle est de nouveau attaquée par sa famille, dans sa chambre d'hôpital. Elle décède de ses blessures le 22 août 2019 dans des circonstances sombres. Le rapport de la médecine légale est contesté par les militantes.

Des rassemblements sont alors organisés à Bethléem, la région de Israa. Ils gagnent rapidement les différentes villes palestiniennes et atteignent également la diaspora au Liban et en Jordanie. Le mouvement rappelle aux autorités palestiniennes leurs engagements en adhérant à la CEDAW, la **Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**. Il milite pour une prise en charge politique des oppressions de genre, des féminicide et crimes dits d'honneur, des victimes des violences domestiques, ainsi que pour l'abolition des lois liberticides qui font des femmes la propriété des hommes, et qui les empêchent de disposer de leur corps.

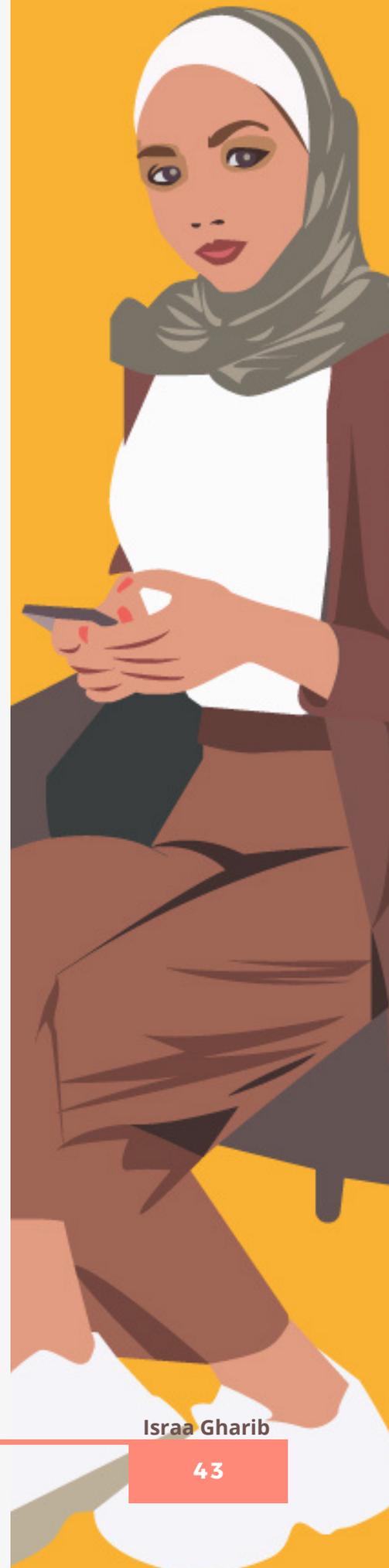
Ces revendications sont portées au même titre que celles concernant les droits des femmes détenues dans les geôles israéliennes, des femmes privées par l'occupation du droit à la circulation et à l'accès aux soins, en particulier ceux liés à la maternité, ainsi que le droit des citoyen.ne.s palestinien.ne.s au regroupement familial.

CONVERGENCE DES LUTTES

Le mot d'ordre : "Pas de pays libre sans femmes libres". Puisant dans leur mémoire intime et collective, les membres de Tali'at ne s'inspirent de rien d'autres que de leurs propres concitoyennes, qui ont de tout temps participé aux révoltes pour la libération de leur terre et l'émancipation de leur peuple.

Après une longue histoire de combat, les Palestiniennes exigent, maintenant plus que jamais, la consécration d'une citoyenneté effective et l'abolition des lois discriminatoires à l'égard des femmes. Elles privilégient une stratégie de convergence des luttes et s'opposent à toute forme de priorisation des causes.

Cette idée en particulier a fait son chemin et des féministes du monde arabe y ont adhéré. Le mouvement Tali'at a même fait des émules.



Israa Gharib



LA PALESTINE COMME BOUSSOLE

Ainsi, **Tali'at Jordanie** est né un mois plus tard, après "l'affaire de **Fatima Abu Aklik**", une mère de trois enfants victime de graves actes de violences conjugales. Le 17 novembre 2019, elle est hospitalisée après que son mari lui ait crevé les yeux. Son histoire a lancé un débat public sur la lutte contre les violences conjugales et domestiques et la prise en charge des victimes. Une large campagne "ça suffit !" menée par la société civile et la Commission nationale de la condition des femmes a été largement suivie.



Au **Maghreb**, les féministes ont été solidaires de Tali'at, à l'instar de l'Association des Tunisiennes pour la recherche sur le développement. En Algérie, un collectif de jeunes féministes a rédigé une tribune, à laquelle les leaders du mouvement féminin algérien et des dizaines de citoyen.ne.s algérien.ne.s se sont joints, afin de manifester leur soutien et d'appeler à tisser des liens entre toutes les féministes arabes pour défendre justement un "**féminisme arabe**" à leur image : "A notre tour, nous insistons sur la centralité du féminisme dans nos combats pour la justice sociale et les libertés démocratiques. Si notre HIRAK du 22 février a permis de réintroduire du rêve et du sens politique dans nos imaginaires algériens, nous exigeons, plus que jamais, la consécration d'une citoyenneté effective et l'abolition des lois discriminatoires à l'égard des femmes. Nos mères et nos grands-mères n'ont pas fait que mettre au monde des résistants. Elles ont, de tout temps, participé aux révoltes pour la libération de leur terre et l'émancipation de leur peuple. Nous nous revendiquons de cet héritage et nous affirmons une position d'égalité avec les hommes (...) En cela, nous privilégions une stratégie de convergence des luttes et réitérons notre opposition à toute forme de hiérarchisation. Enfin, attachées à notre ancrage anti-patriarcal, anti-colonial et anti-impérialiste, nous estimons que la Palestine a été, et restera, une boussole contemporaine de chaque lutte pour la dignité humaine.

D'Oran à Haifa, d'In Salah à Ramallah, de Tizi Ouzou à Gaza, d'Alger à Al-Qods, nous disons toute notre affection et notre admiration pour celles qui marchent pour leurs droits. Vive les femmes et vive la révolution !"

En Jordanie comme en Palestine, des réflexions sur la lutte contre les violences faites aux femmes ont eu lieu. Le ministère palestinien de la Justice s'est engagé à revoir les articles discriminatoires du code pénal. Mais la situation semble à peine s'améliorer. Pendant le confinement dû à la pandémie de Covid-19, Tali'at a continué ses actions de sensibilisation. Le mouvement a appelé à faire du bruit le soir en tapant sur des casseroles pour les dix femmes tuées par leurs familles depuis le début de l'année 2020.



**Campagne "Du bruit plutôt que le silence"
(...qui accompagne les féminicides)**

QUELLES LEÇONS TIRER?



En analysant l'engagement féminin et les résultats obtenus durant la vague de révoltes de 2011, puis celles de 2019, il est intéressant de soulever les éléments suivants: les femmes arabes semblent avoir compris qu'il est primordial de s'engager dans la vie politique et de s'imposer comme citoyennes. Pas d'accès à la citoyenneté effective, pas de changement politique majeur, pas d'entrée dans une nouvelle ère sans les femmes ! Elles ont, non seulement, fait comprendre à la société que leur mobilisation et leur participation à la vie politique est primordial, mais elles semblent également rappeler qu'elles ne resteront plus jamais à la marge, ni du combat ni de ses fruits !

Il faut dire qu'en 2019, la contestation a touché quatre pays qui ont une similitude des plus importantes : tous ont déjà expérimenté une guerre fratricide par le passé. Ainsi, l'unité était primordiale. L'unité de toutes les composantes de la société. Les populations soudanaise, algériennes, libanaise et irakienne sont d'autant plus sensibilisées aux risques de divisions par le chaos dans lequel ont sombré certains pays ayant connu le "Printemps arabe". Aucune division n'était donc permise. Certainement pas celle basée

sur le genre. Les femmes y veillent. L'on se souvient des slogans et pancartes de manifestants égyptiens contre le Président Moubarak en 2011, appelant à l'unité entre Coptes et Musulmans et à ne pas céder aux manipulations visant à scinder la mobilisation. Les citoyens coptes formaient des chaînes humaines afin de protéger leurs concitoyens musulmans, qui priaient à la place Tahrir, pendant le campement. L'on se souvient de ces femmes vêtues d'un Hijab (voile musulman), brandissant un Coran d'une main et une Croix de l'autre. De ces pancartes représentant un Croissant et une Croix à la place de l'étoile, pour symboliser la symbiose entre citoyens d'une même nation, unis pour une même destinée. Force est de constater que cette symbiose ne s'est pas entre hommes et femmes.

Malgré la forte mobilisation des femmes durant la contestation et leur sacrifice, elles ont assisté à leur exclusion dès les premières semaines après la chute de Moubarak. Les pratiques répressives de la police et de l'armée égyptiennes n'ont pas cessé, de même que leur "châtiment" sexuel envers les femmes qui subissaient déjà des agressions de la part des manifestants.



"LEÇON APPRISE"

Le 9 mars 2011, deux semaines après le départ de Moubarak, des manifestantes qui revendiquaient leurs droits à l'occasion de la journée mondiale de la lutte pour les droits des femmes sont soumises par l'armée à des tests de virginités, dans des Commissariats, pour échapper à des accusations de débauche et de prostitution. Après les premières élections démocratiques du pays, le Parlement, dominés par des islamistes de différentes tendances, discutait d'un projet de loi donnant droit à l'époux à un dernier rapport sexuel quelques minutes après le décès de son épouse. Dans ce contexte, l'interdiction de la vérification de la virginité des femmes par les autorités et l'abolition de la loi permettant à un violeur d'échapper aux poursuites en épousant sa victime, avaient été considérées comme des avancées ! Les seules que les Egyptiennes aient obtenues!

La situation n'est pas meilleure au Yémen dans ce pays en proie à la guerre, au tribalisme et à l'ignorance. La guerre et ses affres, notamment la famine et le choléra qui ravagent ce pays où le mariage des fillettes est encore très répandu, n'ont fait qu'empirer la situation déjà désastreuse des femmes, comme le souligne la militante Afrah Nasser. Et ce, malgré la lutte acharnée des femmes.

Ainsi, contrairement à 2011, des revendications féministes ont vu le jour. Les icônes des révoltes étaient encore une fois des femmes, et presque exclusivement des femmes. Dans toutes ces révoltes, les revendications et slogans féministes ont été intégrés dans les revendications globales pour un changement politique majeur, accompagné d'initiatives et de refus catégorique de toute hiérarchisation ou priorisation des luttes. Au contraire, avec une exigence de leurs convergences.

Au Liban comme en Algérie, la révolte était aussi féministe que globale. Le message fort du Hirak algérien est justement d'apprendre des erreurs du passé. Les femmes ont payé un lourd tribut dans la révolution algérienne contre la colonisation française, puis dans la lutte anti-terroriste et contre l'intégrisme durant les années 1990. Pourtant, le code de la famille les considère toujours comme mineures. Les Moudjahidate Djamila Bouhired et Louissette Ighilahriz, anciennes condamnées à mort par l'armée coloniale, ayant vécu les pires actes de tortures dans les geôles françaises, étaient ainsi présentes dans les manifestations du Hirak aux côtés des jeunes mais également au sein du Carré féministe ! Cette expérience inédite tend à donner de la visibilité aux femmes et à leurs revendications. La banderole des femmes du Carré est des plus parlantes.

Elle reprend les portraits des femmes martyres de la Révolution d'indépendance, aux côtés des martyres de la décennie noire ainsi que les victimes de féminicides, ENSEMBLE, pour rappeler le sacrifice des femmes algériennes et le peu de fruits qu'elles récoltent. La banderole retrace surtout l'esprit de Djamila Boupacha, moudjahida et pionnière du féminisme algérien qui témoignait que pendant la Révolution nationale. Alors qu'elles n'avaient que 16 ans, les femmes étaient considérées par leurs frères de combat comme suffisamment matures et responsables pour poser des bombes, pour participer aux combats et subir la torture. Après l'indépendance, alors qu'elles avaient plus de 20 ans, elles sont "redevvenues mineures et irresponsables".

RÉVOLUTION DES PARADIGMES

Les luttes antérieures ne sont pas le seul élément dont les femmes ont tiré des leçons. La présence massive des étudiantes, majoritaires dans les universités de nombreux pays arabes (Algérie, Egypte, Emirats Arabe Unis, etc.) et dont Alaa Salah, la "reine nubienne" du Soudan est l'incarnation, a renforcé la participation massive des femmes. C'est là l'impact de l'urbanisation et des politiques d'alphabetisation. La généralisation de l'éducation des filles dans un système patriarcal et conservateur offrant un certain nombre d'avantages aux garçons mais davantage de responsabilités aux filles a fait en sorte que l'écart dans la réussite scolaire et la réussite tout court entre les deux sexes se creuse dans de nombreux pays. Il semblerait que plus l'écart dans les droits est perceptible, plus les filles réussissent. Ainsi, discriminées et dévalorisées, la réussite scolaire et l'accès à une formation diplômante - et donc l'optimisation des chances d'accès à l'autonomie financière - semblent être les seules issues d'émancipation aux femmes arabes. Responsabilisées dès le plus jeune âge, sans autres perspectives d'autonomisation que celle qu'offrent les études et le travail, les femmes sont donc plus éduquées, plus instruites, plus autonomes financièrement, et donc forcément, plus à même de se rendre compte de leur situation et d'aspirer à accéder à une citoyenneté pleine et entière.

Dans cet état de fait, les hommes se retrouvent déstabilisés dans leur position de "supériorité quasi naturelle". Déstabilisée dans ses convictions par une réalité qui vient démonter toute l'idéologie sexiste qui a placé les hommes comme supérieurs, une partie de la population s'est exprimée avec une grande violence à l'encontre des féministes, accusées de vouloir renverser les paradigmes de pouvoir. Les attaques contre les membres du Carré et les appels à violer et vitrioler les femmes sur internet renseignent sur la violence faites aux femmes à l'échelle sociétale.





SOLIDARITÉ ET CONVERGENCE DES LUTTES

Un autre constat est que l'investissement de la rue semblait naturel à cette génération de femmes ! A vrai dire, elles ont, du moins dans les grands pôles urbains, déjà investi une très grande partie de l'espace public en particulier l'école, l'université et le milieu professionnel. Ce sont surtout des femmes globalisées ! Eduquées, instruites, travailleuses, bilingues et connectées ! Leur combat s'inscrit également dans le cadre de celui que mènent les femmes par le monde, en atteste l'adaptation des Libanaises et des Tunisiennes du chant des Chiliennes contre le viol... Au Soudan, les femmes ont été 60 à 70% des manifestants dans certaines marches. En Algérie, les manifestations du 8 mars 2019 sont incontestablement les plus impressionnantes de tout le Hirak. Au Liban, non seulement elles ont été majoritaires, mais elles ont organisé des manifestations de femmes ! Elles ont réadapté des chants traditionnels pour rappeler que la place des femmes est dans la révolution !

A noter aussi l'impact de l'idéologie de la lutte non-violente et des méthodes pacifistes des révoltes colorées dans le recours à certains éléments de luttes comme: la réadaptation de chants phares, l'important

recours à l'humour, mais conjugué à la convergence des luttes et à la solidarité entre femmes activistes du monde entier. **Tali'at de Palestine** en est le parfait exemple. Elles ont fait des émules en Jordanie et ont obtenu la solidarité de féministes tunisiennes et algériennes, toutes, soucieuses de créer des ponts entre elles, et de rejeter définitivement la hiérarchisation des luttes qui vise à reléguer le combat des femmes au second plan des luttes.

Si les femmes n'ont pas encore obtenu des avancées majeures, elles ont marqué les esprits par leur présence, leur indispensabilité et leur détermination à changer les choses, y compris l'ordre patriarcal. Elles se rendent bien compte que le chemin est encore long et qu'elles vont devoir constamment se heurter à la violence institutionnelle et sociale. Elles semblent toutefois bien déterminées. Et **AWSA-Be** ne peut dans ces cas là vouloir les soutenir, les valoriser et les visibiliser davantage, au travers de cet outil et de toute autre forme de mobilisation pour l'égalité et l'amélioration de la situation des femmes dans les pays arabes.

ET ENFIN...

Ce travail, réalisé par **Mahdia Belkadi**, est le résultat de plusieurs années de travail journalistique de terrain et auprès des militant.e.s des différents pays arabes.

Les déclarations sont tirées des travaux réalisés pour les rédactions algériennes El Watan, Le Temps d'Algérie et Reporters et une synthèse de travaux de médias internationaux, d'articles et de publications scientifiques sur le féminisme arabe mais également de l'expertise des membres d'AWSA-Be.

Les dessins ont été réalisés par le dessinateur et infographe **Hakim Setbel**.

DÉCOUVREZ NOS QUIZ!

Ce Magazine d'information est accompagné de chouettes jeux en ligne.

Apprends à connaître les pays arabes à travers le rôle des femmes arabes dans les Révolutions dans ce Quiz: **De quel pays s'agit-il?**

<https://view.genial.ly/5ea0c52b075c7c0dc0e3e8f0/learning-experience-challenges-femmes-et-revolutions-arabes>

Apprends aussi à reconnaître ces **femmes arabes exceptionnelles à travers le second Quiz:**

<https://view.genial.ly/5f032e8e34d0140d9c7597ad/learning-experience-challenges-quiz-femmes-et-revolutions-arabes>

Femmes et Révolutions arabes

Juillet 2020

AWSA-Be



FEMMES ET RÉVOLUTIONS ARABES

Juillet 2020

AWSA-Be



Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles,
Direction générale de la Culture,
Service de la Jeunesse et de l'Éducation Permanente

